

Memorial

des
Großherzogthums Luxemburg.



MEMORIAL

DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Montag, 1. October 1877.

N^o 56.

LUNDI, 1^{er} octobre 1877.

Gesetz vom 10. August 1877, wodurch die am 21. Juni 1877 zwischen dem Großherzogthum und Belgien unterzeichnete Erklärung bezüglich der gegenseitigen Auslieferung der Missethäter genehmigt wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, &c., &c., &c.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 26. Juli 1877 und derjenigen des Staatsrathes vom 3. August d. J., wonach eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird;

Haben verordnet und verordnen:

Einziger Artikel. Die am 21. Juni 1877 im Haag durch die Bevollmächtigten des Großherzogthums Luxemburg und Belgiens unterzeichnete Erklärung bezüglich verschiedener Abänderungen an den Bestimmungen des zwischen beiden Ländern am 23. October 1872 abgeschlossenen Auslieferungsvertrages, welche Erklärung gegenwärtigem Gesetze angefügt ist, ist genehmigt.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Memorial“ eingerückt werde, um von Allen die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Gegeben, den 10. August 1877.

Für den König-Großherzog:

Deffen Statthalter

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
F. de Blochausen.
Der General-Director
der Justiz,
Paul Eyschen.

im Großherzogthum,
Geinrich,
Prinz der Niederlande.

Loi du 10 août 1877, qui approuve la déclaration signée le 21 juin 1877, entre le Grand-Duché et la Belgique, relative à l'extradition réciproque des malfaiteurs.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 26 juillet 1877 et celle du Conseil d'Etat du 3 août suivant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Est approuvée la déclaration signée à La Haye le 21 juin 1877, par les plénipotentiaires du Grand-Duché de Luxembourg et de la Belgique, et relative à certaines modifications à apporter aux dispositions du traité d'extradition conclu entre les deux pays le 23 octobre 1872, laquelle déclaration est annexée à la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Soestdijk, le 10 août 1877.

Pour le Roi Grand-Duc:

Son Lieutenant-Représentant

Le Ministre d'Etat, dans le Grand-Duché,
Prés. du Gouvernement, HENRI,
F. DE BLOCHAUSEN. PRINCE DES PAYS-BAS.
Le Directeur général
de la justice,
Paul EYSCHEN.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, voulant assurer d'une manière plus prompte et plus complète l'extradition des criminels, le baron Félix de Blochausen, Ministre d'État, Président du Gouvernement de Luxembourg, d'une part, et le comte Auguste Van der Straten-Ponthoz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges près la Cour des Pays-Bas, d'autre part, dûment autorisés, sont par la présente déclaration convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}.

L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'article 1^{er} de la convention du 23 octobre 1872, pourra être livré sur la production d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Art. 2.

Le délai de dix jours fixé à l'art. 3 de la dite convention est remplacé par celui de quinze jours.

Art. 3.

Lorsque le crime ou le délit donnant lieu à la demande d'extradition aura été commis hors du territoire de la partie requérante, il pourra être donné suite à cette demande, pourvu que la législation du pays requis autorise, dans ce cas, la poursuite des mêmes faits commis hors de son territoire.

Art. 4.

La présente déclaration entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays.

Les dispositions qui précèdent auront la même durée que la convention du 23 octobre 1872, à laquelle elles se rapportent.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à La Haye, le 21 juin 1877.

(L. S.) F. DE BLOCHAUSEN.

(L. S.) Comte Aug. VAN DER STRATEN-PONTHOZ.

Gesetz vom 10. August 1877, wodurch dem Hrn. Heinrich Joseph Kratzenberg, Verwalter zu Clerf, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Naturalisationsgesuches des Hrn. Heinrich Joseph Kratzenberg, Verwalter zu Clerf, geboren zu Friesenrath (Preußen) den 17. Juni 1841 ;

Loi du 10 août 1877, qui accorde la naturalisation à M. Henri-Joseph Kratzenberg, régisseur à Clervaux.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu la demande en naturalisation de M. Henri-Joseph Kratzenberg, régisseur à Clervaux, né à Friesenrath (Prusse), le 17 juin 1841 ;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung ;
Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;
Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;
Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-
kammer vom 26. Juli 1877 und derjenigen
des Staatsrathes vom 3. August et., gemäß wel-
chen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Dem Hrn. Heinrich Joseph Kratzenberg ist die Naturalisation verliehen.

Art. 2. Diese Naturalisation unterliegt einer
Einregistrierungsgebühr von 100 Franken.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's
„Memorial“ eingerückt werde, um von allen die
es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Soestdijk, den 10. August 1877.

Für den König-Großherzog :

Deßsen Statthalter

Der General-Director im Großherzogthum,
der Justiz, Heinrich,
Paul Eyschen. Prinz der Niederlande.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. Nov. 1848, Nr. 2.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Hein-
rich Joseph Kratzenberg verliehene Naturali-
sation ist von ihm am 18. September d. Js.
angenommen worden, wie solches aus einem Pro-
tocolle hervorgeht, welches am nämlichen Tage
vom Bürgermeister der Gemeinde Clerf aufgenom-
men worden und von welchem eine Ausfertigung bei
der General-Direction der Justiz eingegangen ist.

Luxemburg den 27. September 1877.

Der General-Director der Justiz,
Paul Eyschen.

Bekanntmachung. — Hebammenlehr- und Entbindungs-Anstalt.

In Gemäßheit des Königl.-Großh. Beschlusses
vom 14. September c. ist die Verwaltungs-Com-

Vu l'art. 10 de la Constitution ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du
26 juillet 1877, et celle du Conseil d'Etat du 3
août suivant, portant qu'il n'y a pas lieu à second
vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. La naturalisation est accordée au dit
M. Henri-Joseph Kratzenberg.

Art. 2. Cette naturalisation est conférée moyen-
nant un droit d'enregistrement de 100 francs.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit
insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et ob-
servée par tous ceux que la chose concerne.

Soestdijk, le 10 août 1877.

Pour le Roi Grand-Duc :

Son Lieutenant-Représentant

Le Directeur général dans le Grand-Duché,
de la justice, HENRI,
Paul Eyschen. PRINCE DES PAYS-BAS.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848, n° 2.)

La naturalisation accordée par la loi publiée
ci-dessus a été acceptée le 18 septembre courant
par M. Henri-Joseph Kratzenberg, ainsi qu'il ré-
sulte d'un procès-verbal dressé le même jour par
le bourgmestre de la commune de Clervaux et
dont l'expédition a été déposée à la Direction gé-
nérale de la justice.

Luxembourg, le 27 septembre 1877.

Le Directeur général de la justice,
Paul Eyschen.

Avis. — École d'accouchement et établissement de maternité.

En conformité de l'arrêté royal grand-ducal
du 14 septembre courant, la Commission admi-

mission der Hebammen-Lehr- und Entbindungs-Anstalt folgender Maßen zusammengefasst worden :

Die HH. J. F. E. Aschman, Doctor der Medicin, der Chirurgie und der Geburtshilfe, Präsident des Medicinal-Collegiums; J. Niedercorn, Doctor der Medicin, der Chirurgie und der Geburtshilfe; J. M. Blaise, Professor der Normalsschule.

Luxemburg den 20. September 1877.

Der General-Director der Justiz,
Paul Eyschen.

nistrative de l'école d'accouchement et de l'établissement de maternité est composée de la manière suivante :

MM. J.-F.-E. Aschman, docteur en médecine, en chirurgie et en accouchement, président du Collège médical; J. Niedercorn, docteur en médecine, en chirurgie et en accouchement; J.-A. Blaise, professeur à l'École normale.

Luxembourg, le 20 septembre 1877.

Le Directeur général de la justice,
Paul EYSCHEN.

Chemins de fer Guillaume-Luxembourg. — Recettes des lignes en exploitation (103 kilom.).

RECETTES.	Voyageurs.	Marchandises.	Recettes diverses.	RECETTES. totales.
Du 1 ^{er} au 31 août 1877 . . .	96,825 00	287,500 00	40,730 00	425,055 00
Du 1 ^{er} janvier au 31 juillet 1877	525,245 25	1,900,375 00	298,077 50	2,723,697 75
Du 1 ^{er} janvier au 31 août { 1877	622,070 25	2,187,875 00	338,807 50	3,148,752 75
{ 1876	654,398 75	2,590,161 25	360,490 00	3,605,050 00
Différence en faveur de 1876	32,328 50	402,286 25	21,682 50	456,297 25

Produit kilométrique correspondant à { 1877. . . . fr. 27,619 55
1876. . . . 31,809 06